

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
APPLICABLE AUX MARCHES DE TRAVAUX**

Marché à procédure adaptée en application de l'article
R.2123-1 du code de la commande publique.

Consultation n° TRAHEND2502

Opération :

« REHABILITATION PARTIELLE DU R+1 DU BATIMENT LAGARDE – LOGEMENTS »

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX ALLOTI

LOT	DESIGNATION
01	DECONSTRUCTION / GROS-ŒUVRE
02	PLATRIERIE / ISOLATION / FAUX-PLAFONDS
03	MENUISERIES INTERIEURES
04	REVETEMENTS SOUPLES
05	PEINTURE
06	ELECTRICITE CFO CFA SSI
07	CVCD / PLOMBERIE

OBSERVATION IMPORTANTE

Le présent Cahier des Clauses Administratives (C.C.A.P.) n'est valable que dans la mesure où il est complété par une annexe précisant l'objet de l'opération concernée, les clauses propres à chaque marché et faisant référence au présent document, lequel compte :

- 1 page de garde
- 4 pages de sommaire
- 46 pages numérotées de 5 à 51

SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DES MARCHES DISPOSITIONS GENERALES	6
1.1 - Objet des marchés, emplacement des travaux, domicile de l'entrepreneur	6
1.2 - Tranches et lots	6
1.2.1 - La division éventuelle de l'opération en tranche est définie au paragraphe I.H de l'annexe au présent C.C.A.P.	6
1.2.2 - Les travaux dont il s'agit sont répartis en lots énumérés au paragraphe I (tableau I) de l'annexe au présent C.C.A.P.	6
1.3 - Travaux intéressant la défense (sans objet)	6
1.4 - Contrôle des prix de revient (sans objet)	6
1.5 - La Maîtrise d'Œuvre, le CSPS, le Contrôleur Technique, l'OPC et le CSSI sont définis dans l'annexe au présent C.C.A.P.	6
1.6. Respect des Principes de la République	7
1.7. Visite du site obligatoire : connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux – Vérification préalable	8
1.8 – Durée du marché	9
1.9 - Modification du marché public	9
1.9.1 - Clause de réexamen	9
1.9.2 – Prestations similaires	9
1.9.3 - Changement de dénomination sociale du Titulaire	9
1.9.4 - Changement de la personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution	9
1.9.5- Certificats	10
1.9.6- Forme des notifications et informations	10
ARTICLE II - PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES	11
ARTICLE III - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	13
3.1 - Répartition des paiements	13
3.2 - Tranche optionnelle	13
3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation et règlement des comptes Travaux	13
3.3.1 - Contenu des prix	13
3.3.2 - Travaux supplémentaires et travaux modificatifs	15
3.3.3 - Règlement des travaux	15
3.3.3.1 – Règlement à prix global et forfaitaire	15
3.3.3.2 - Règlement des prix des ouvrages ou des travaux non prévus	15
3.3.3.3 – Prestation sur dépenses contrôlées	16
3.3.4 - Modalités de règlement de compte – décompte mensuel – décompte final	16
3.3.4.1 - Acompte	17
3.3.4.2 - Utilisation du portail CHORUS PRO	17
3.3.4.3 - Délai maximum de paiement	18
3.3.4.4 - Cas des approvisionnements	18
3.3.4.5 - Attachements	19
3.3.4.6 - Décompte final	19

3.4. Variation dans les prix	19
3.4.1 – Généralités	19
3.4.2 - Application de la taxe à la valeur ajoutée	19
3.5. Paiement des sous-traitants	20
3.5.1 – Modalités de paiement direct	21
ARTICLE IV - DELAI D'EXECUTION - PENALITES	23
4.1. Délai d'exécution des travaux	23
4.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution	23
4.1.2 - Calendrier détaillé d'exécution	23
4.1.3 - Prolongation du délai d'exécution	24
4.1.4 - Modification des délais d'exécution pour travaux modificatifs	24
4.2. Pénalités pour retard	24
4.2.1 - Mode de calcul	24
4.2.2 - Pénalités pour retard dans l'exécution dans le cadre du délai particulier	25
4.2.3 - Retenues pour retard dans la réalisation de tâches	25
4.2.4 Pénalités pour retard dans les levées de réserves assorties à réception	25
4.3 - Autres pénalités	25
4.3.1 - Pénalités pour perte d'activités	28
4.3.2 Délais et retenues pour remise des documents à fournir après exécution	28
4.3.3 - Propreté sur le chantier	28
4.4 - Cumul des pénalités – Application des pénalités	28
4.4.1 - Prime pour avance	28
ARTICLE V - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	29
5.1. Cautionnement - Retenue de garantie	29
5.2. Avance	29
5.3. Avances sur matériels	30
5.4. Nantissement	30
ARTICLE VI – PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	31
6.1. Provenance des matériaux et produits	31
6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	31
6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	31
6.3.1 – Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits sur le chantier	31
6.3.2 – Vérifications et surveillance avant livraison sur le chantier	31
6.3.3 – Autres essais et vérifications des matériaux et produits	32
6.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître d'Ouvrage	32
ARTICLE VII – IMPLANTATION DES OUVRAGES	33
ARTICLE VIII - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	33

8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	33
8.1.1 - <i>Intervention de l'O.P.C.</i>	34
8.2 - Plan d'exécution, notes de calculs – Etude de détail	34
8.2.1 – <i>Elaboration des plans d'exécution</i>	35
8.2.2 – <i>Approbation des documents</i>	36
8.3 - Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	37
8.4 - Organisation, sécurité et hygiène du chantier	37
8.4.1 - <i>organisation matérielle et collective du chantier</i>	37
8.4.2 - <i>Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre</i>	37
8.4.3 – <i>Conditions générales d'exécution des travaux</i>	38
8.4.4 – <i>Nettoyage de chantier</i>	39
8.4.5 – <i>Obligations des entrepreneurs de chaque corps d'état</i>	39
8.4.6 – <i>Mesures concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs</i>	40
8.5. Autorisations	41
8.6. Réunions	41
8.6.1 - <i>Réunions de chantier « Maîtrise d'œuvre »</i>	41
8.6.2 - <i>Réunions OPC</i>	41
8.6.3 - <i>Réunions d'études</i>	42
8.6.4 - <i>Visites de chantier</i>	42
8.7 - Constat d'huissier	42
8.8 - Recours – contraventions - amende	42
8.8.1 - <i>Identification des employés du Titulaire»</i>	42
8.9 - Dépenses communes – convention inter-entreprises	42
8.9.1 – <i>Dépenses communes</i>	42
8.9.2 – <i>Convention inter-entreprises</i>	43
ARTICLE IX – CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	44
9.1 – Essai et contrôles des ouvrages	44
9.2 – Réception	44
9.2.1 – <i>Mise à disposition</i>	44
9.2.2 - <i>Généralités</i>	44
9.2.3 - <i>Dispositions particulières</i>	44
9.2.4 - <i>Levées de réserves</i>	45
9.3. – Documents fournis après exécution	45
9.4. – Mise au courant et formation du personnel exploitant	46
9.5. – Délai de garantie	46
9.6. – Assurances	47
9.6.1 - <i>Généralités</i>	47
9.6.2 - <i>Responsabilité civile</i>	47
9.6.3 - <i>Assurance de responsabilité décennale</i>	48
9.6.4 - <i>Qualité professionnelle</i>	48

9.6.5 - Garantie des dommages aux biens de l'entrepreneur et à ses ouvrages	48
9.6.6 - Attestations d'assurance	49
9.6.7 - Absence ou insuffisance de garantie	49
9.6.8 - Garantie des ouvrages civils	50
9.6.9 - Police « incendie, explosion » de l'ouvrage en construction	50
9.6.10 - Durée et contrat et dispositions diverses	50
9.6.11 - Assurance des approvisionnements	51
ARTICLE X – RESILIATION	52
ARTICLE XI - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	52

ARTICLE I - OBJET DES MARCHES - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet des marchés, emplacement des travaux, domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent C.C.A.P. concernent l'exécution des travaux prévus dans l'opération mentionnée en page de garde du présent document et dans l'annexe du présent C.C.A.P.

La description des ouvrages, leur localisation et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de chacun des lots.

A défaut d'indication, dans l'Acte d'Engagement (A.E.), du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant aux marchés seront valablement portées à la mairie du lieu d'exécution des travaux, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au Représentant du Pouvoir Adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Le Titulaire du marché sera dénommé dans le présent CCAP « Titulaire » ou « Entrepreneur ».

Les travaux seront réalisés sur un site hospitalier en activité et font l'objet d'un prix global et forfaitaire.

Le Titulaire met en œuvre une organisation et une méthodologie de travaux adéquates avec les caractéristiques du projet qui sont :

- la continuité du service 24H/24 ;
- la sécurité et l'hygiène des patients : proximité de flux de circulation, risques d'aspergillose, infections nosocomiales, nuisances sonores, etc. ;
- La maîtrise économique et technique ;
- L'engagement forfaitaire.

1.2 - Tranches et lots

1.2.1 - La division éventuelle de l'opération en tranche est définie au Paragraphe I-H de l'annexe au présent C.C.A.P.

1.2.2 - Les travaux dont il s'agit sont répartis en lots énumérés au Paragraphe I (tableau 1) de l'annexe au présent C.C.A.P.

1.3 - Travaux intéressant la défense

Sans objet.

1.4 - Contrôle des prix de revient

Sans objet.

1.5 - la Maîtrise d'Œuvre et le Contrôleur Technique sont définis dans l'annexe au présent C.C.A.P.

Les rémunérations correspondantes sont assurées par le maître de l'ouvrage.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	6/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

1.6 - Respect des Principes de la République

Le présent contrat prévoit que le Titulaire du présent contrat participe à l'exécution en tout ou partie du service public hospitalier.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le Titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le Titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le Titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution des travaux, objets du présent contrat, respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le Titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

Le Titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le Titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

Lorsque le Titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au Titulaire une pénalité forfaitaire de 100 (cent) euros par jour, puis en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du Titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	7/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

1.7 – Visite du site obligatoire : Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux - Vérification préalable

Les modalités d'organisation de la visite sont précisées dans le règlement de consultation, joint au D.C.E.

Le Titulaire est réputé avoir, avant la remise de son offre :

1°) Pris connaissance des lieux, des services, des contraintes d'accès et de fonctionnement ; apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance.

Le Titulaire est réputé avoir apprécié la complexité du projet.

Tous les documents du D.C.E. sont à la disposition du Titulaire durant la consultation des entreprises pour lui permettre d'apprécier ces paramètres.

2°) Procédé à une visite détaillée du site, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux **en site occupé**, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées). **Il est rappelé à l'entrepreneur qu'il doit absolument faire signer son attestation de visite à l'issue de la visite obligatoire, document qu'il doit remettre dans son offre sous peine d'élimination.**

3°) contrôler toutes les indications des documents du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), notamment celles données par les plans et le C.C.T.P., s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre.

La responsabilité du Titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

1.8 - Durée du marché

Le marché est conclu pour la période d'exécution allant de la date de l'ordre de service de démarrage des travaux jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement, d'une durée d'un an à compter de la date de réception des travaux et assortie d'éventuelles prolongations de ladite garantie sur demande du maître d'ouvrage.

Le délai global prévisionnel d'exécution des travaux est fixé au planning prévisionnel de chantier établi par l'OPC et joint au DCE.

Le délai global prévisionnel d'exécution comprend :

- la période de préparation et l'obtention des autorisations administratives nécessaires ;
- les travaux ;
- les arrêts de chantier décidés par le Coordonnateur SPS ou l'inspection du travail en cas de faute du Titulaire ou de son sous-traitant ;
- les intempéries éventuelles ;
- les mises en services, les OPR ;
- la réception, le repliement du matériel, le nettoyage et la remise en état éventuelle des lieux.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	8/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

1.9 - Modification du marché public

1.9.1 - Clauses de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique, réglementaire ou normative ayant un impact sur les travaux décrits dans le C.C.T.P (du lot concerné) ;
- En cas d'évolution du périmètre du marché, notamment en cas de modification de programme ;
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

Les dispositions des articles R.2194-2 à R.2194-9 du code de la commande publique s'appliquent.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée, à l'initiative du Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou sur demande justifiée du Titulaire du marché, par voie d'avenants. La demande devra parvenir au Représentant du Pouvoir Adjudicateur par L/RAR.

1.9.2 – Prestations similaires

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

1.9.3- Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à la **cellule des marchés publics** dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du KBIS mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

**HOPITAL MARIN DE HENDAYE
Bâtiment Erlaitza – 1^{er} étage - Cellule marchés publics
Route de la corniche - BP 40139
64701 HENDAYE Cedex**

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- changement de dénomination sociale sans création d'une nouvelle personne morale, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- changement de statut juridique ;
- changement de références bancaires ;
- changement d'adresse.

Un certificat administratif sera établi par la Direction des Travaux ou la cellule des marchés publics.

1.9.4 - Changement de la personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution du marché

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations, et le cas échéant s'il est en règle

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	9/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités. Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'AP-HP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

1.9.5. - Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du Travail et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

1.9.6- Forme des notifications et informations

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-Travaux, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen permettant d'attester la date de réception.

Ces échanges se font par le biais de la plateforme des achats de l'état (PLACE) :

www.marches-publics.gouv.fr ou à l'adresse électronique des parties mentionnées dans les documents particuliers du marché.

En cas de groupement la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	10/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

ARTICLE II - PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHES

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Travaux (C.C.A.G.), les pièces constitutives des marchés sont les suivantes et prévalent les unes contre les autres dans l'ordre progressif de leur énumération :

a/ Pièces particulières

- 1 - L'acte d'engagement (A.E.) dans sa version résultant des dernières modifications éventuelles et ses éventuelles annexes.
- 2 - La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire. L'Entrepreneur est tenu de joindre à son A.E. la décomposition du prix global et forfaitaire.
Ce document aura une valeur contractuelle après contrôle et accord du Maître d'Œuvre de l'opération pour les seuls prix d'unités qui serviront au règlement des éventuels travaux en supplément ou en déduction des forfaits.
- 3 - Le présent C.C.A.P. et son annexe qui intègre :
. le calendrier contractuel d'exécution des travaux (cf article 4.1.2, ci-après).
- 4 - Les documents constituant le C.C.T.P. et en second lieu les plans, notices, descriptions, énumérés au paragraphe IV, sous paragraphes A, B, C, D de l'annexe au présent C.C.A.P., suivant la procédure de consultation des entreprises et le type du marché précisés au paragraphe I de ladite annexe.
- 5 - Le RICT.
- 6 - L'attestation de visite.
- 7 - Le mémoire technique remis à l'appui de l'offre.
- 8 - Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

b/ *Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 2 de l'A.E.

Suivant le cas :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux (C.C.A.G-Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021, et tant qu'il n'y est pas dérogé par le présent C.C.A.P.
- Les cahiers des charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)

- Les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S. - D.T.U.)
- En l'absence du C.C.S. - D.T.U., les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment.
- L'ensemble des textes administratifs ou techniques auxquels par sa nature est soumise à l'opération.
- Les normes de l'Association Française de Normalisation.
- L'ensemble des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.
- La réglementation relative à l'accès des bâtiments aux personnes handicapées physiques.
- Le code de la commande publique ;

Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation pour l'exécution du présent marché.

***Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues du Titulaire.**

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	12/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

ARTICLE III - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement (A.E.) indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur Titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2 - Tranche optionnelle

Sans objet

3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation et règlement des comptes Travaux

3.3.1 - Contenu des prix

Le Titulaire s'engage sur un prix global et forfaitaire permettant de réaliser la globalité de son contrat en assurant les conditions optimales de la continuité de l'établissement hospitalier 24h/24, de la sécurité et l'hygiène du personnel, des patients et des visiteurs à toutes les phases du chantier.

Les prix du marché sont exprimés en euros hors T.V.A. et comprennent toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des travaux y compris les frais généraux, impôts et taxes. Les prix sont établis :

En considérant :

- Hors intempéries le délai global d'exécution fixé au paragraphe V de l'annexe au présent C.C.A.P.
- comme cas de force majeure tous phénomènes naturels susceptibles de mettre en œuvre les dispositions du plan ORSEC pour le département considéré ;
- des frais d'études d'exécution n'entrant pas dans la mission de la maîtrise d'œuvre ;
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages et autres corps d'état ;
- des sujétions d'organisation du chantier dans le site général de l'opération ;
- des mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, telles que déclinées à l'article 7 du CCAG/Travaux.
- des sujétions relatives au respect des recommandations du Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales (CLIN) ;
- Des mesures de sécurité incombant à l'entrepreneur, conformément à la réglementation en vigueur ;
- De la rémunération directe par les entrepreneurs de la valorisation des tâches.

Chaque entrepreneur doit entretenir ses matériels, même au cas où ils seraient utilisés par des entrepreneurs, d'autres corps d'état, sauf indemnisation par ces derniers.

Chaque entrepreneur, quelle que soit sa spécialité devra, sauf dérogation portée au C.C.T.P., installer à ses frais, les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et tous les nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments.

Chaque entrepreneur est tenu d'assurer à ses frais les transports, et de fournir les magasins et baraquements, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Chaque entrepreneur doit les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultant des emplacements et remises en état incombent aux entrepreneurs correspondant, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage ou à une prolongation de délais.

Dans le cas où il intervient sur la voie publique pour exécution de son lot, chaque entrepreneur doit le gardiennage de jour sur la voie publique, sur les voies privées de l'établissement ou à l'intérieur des bâtiments pour la protection des passants ou des occupants ainsi que la fermeture et la signalisation du chantier pendant la nuit.

Les entreprises devront notamment :

- l'établissement et l'affichage d'un plan de circulation concernant les déplacements des ouvriers, engins et matériaux, et prévoyant des passages leur étant strictement réservés ;
- l'information et la sensibilisation des ouvriers et leurs responsables, y compris les sous-traitants, au risque d'aspergillose lié aux travaux, objets du présent marché ;
- le respect et maintien (inclus réparations rendues nécessaires suite à une détérioration du fait du présent lot) des servitudes de passage liées à l'hôpital, ceci dans l'emprise des travaux et à ses abords ;
- la mise au point du calendrier détaillé, suivant les dispositions du présent C.C.A.P. et notamment de tous les frais inhérents à la mise au point de ce document (enchaînement des tâches, prise en compte de la coordination tous corps d'état) ;
- le respect des horaires de travail compte-tenu des nuisances liées aux bruits/poussières vis-à-vis de l'hôpital ;
- les divers frais définis dans le dossier, notamment dans le règlement de chantier, du plan de principe d'installation de chantier, du cahier des clauses techniques générales et interfaces, etc ;
- les frais liés à toutes les mesures préalables de déconnexion et de sécurisation des réseaux à déposer dans le cadre des travaux ;
- les frais de formation du personnel désigné par le maître d'ouvrage pour la conduite, la maintenance et le maintien des installations ;
- les frais de coordination du Titulaire d'un marché vis-à-vis de ses sous-traitants éventuels ou cotraitants, ainsi que la marge du mandataire ou du Titulaire pour la défaillance éventuelle des cotraitants ou des sous-traitants chargés de l'exécution d'une partie des prestations du lot concerné ;
- les frais nécessités par la protection des ouvrages réalisés ainsi que ceux existants et les végétaux en place ;
- les frais consécutifs à des interventions dont les horaires seraient imposés au Titulaire compte tenu des nécessités de fonctionnement de l'établissement ;
- des frais liés à la réalisation des études ou reprises d'études et mises à prix nécessaires à la réalisation de devis pour les travaux modificatifs demandés par la maîtrise d'œuvre, qu'ils soient ou non suivis de réalisation, cette incidence étant intégrée dans chaque prix unitaire de la DPGF ;
- Frais de remise en état des abords après enlèvement des installations de chantier y compris engazonnement sur zone végétalisée.

Pour les ouvrages modificatifs demandés par le maître d'ouvrage (complément de programme) aucune plus-value ne sera accordée sur le montant forfaitaire desdits frais de coordination pour une masse de travaux modificatifs inférieure ou égale à 15% de la masse initiale (par dérogation au C.C.A.G. travaux).

Le prix du marché est réputé avoir été établi en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, l'obtention des autorisations administratives nécessaires au chantier incombent au Titulaire, ainsi que les frais éventuels y afférents.

Les prix sont réputés comprendre :

- par dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G. Travaux, les réparations dues pour dégradations des voies publiques ;
- toutes les charges directes et indirectes découlant de l'application du présent C.C.A.P. et de ses annexes ;
- les frais de garanties et d'assurance ;
- les frais découlant des obligations de mise à disposition anticipée, le cas échéant;
- les frais de constat d'état des lieux avant le démarrage des travaux ;
- les frais de protection des ouvrages jusqu'à la date de levées des réserves ;
- les frais de nettoyage quotidien des lieux, notamment : les abords de chantier, les installations de chantier, les ouvrages en construction, les aires de stockage des matériaux, etc. et ceci en lien avec les principes de protection contre les risques aspergilloles ;

Les prix sont établis en tenant compte de toutes les dispositions prises pour respecter le délai de l'opération.

3.3.2 - Travaux supplémentaires et travaux modificatifs

Le marché étant à prix global et forfaitaire, le montant des travaux restent intangibles et ne saurait être modifié s'il s'avérait en cours d'exécution de travaux que les quantités soient supérieures ou inférieures à celles qui ont été retenues par le Titulaire lorsqu'il établit son prix.

3.3.3 - Règlement des travaux

3.3.3.1 – Règlement à prix global et forfaitaire

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés à prix global et forfaitaires dont la décomposition est donnée dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).

3.3.3.2 – Règlement des prix des ouvrages ou des travaux non prévus

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait qui seraient la conséquence de modifications que l'administration se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront réglés dans les conditions prévues à l'article 13 du C.C.A.G./Travaux.

Le Titulaire est tenu de produire dans les délais fixés par ordre de service et sans incidence financière, les justifications et/ou prévisions de prix qui lui sont demandées par le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage dans le cadre de l'opération. Le Titulaire ne peut prétendre à indemnité si ces études et devis n'ont pas de suite.

De plus, aucun travail supplémentaire, modification de prestations ne donnera lieu à indemnité pour études supplémentaires, quels qu'en soient les modifications et l'étendue.

Par dérogation à l'article 14.3 du C.C.A.G./Travaux, en vigueur au moment de la passation du marché, l'augmentation limite fixée au dit article pour un marché à prix forfaitaire est portée à 15 % du montant contractuel.

Par dérogation à l'article 14.2.2 du C.C.A.G./Travaux portant sur les changements de besoins ou de conditions d'utilisation, le seuil de 10 % du montant contractuel des travaux est porté à 15%.

Par dérogation à l'article 15.1 du C.C.A.G. /Travaux en vigueur au moment de la passation du marché, la diminution limite du montant des travaux pour un marché à prix forfaitaire est portée à 15 % du montant contractuel.

Modification du marché public (articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique)

L'augmentation du montant des travaux fera l'objet d'une décision de poursuivre les travaux, délivrée par le maître d'ouvrage dans la limite de 15 % du montant contractuel. Au-delà de 15 % du montant contractuel, elle fera l'objet d'une modification du marché contractualisée entre le Titulaire et le maître d'ouvrage. Dans tous les cas, une diminution du montant des travaux fera également l'objet d'une modification du marché contractualisée.

3.3.3.3 - Prestations sur dépenses contrôlées

Les prestations exécutées sur dépenses contrôlées accessoirement au marché de travaux sont réglées selon les dispositions suivantes :

Lorsque les travaux modificatifs ordonnés par le maître de l'ouvrage modifient l'importance de certaines natures d'ouvrages mentionnées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, la modification correspondant à ces prix est calculée en appliquant aux quantités ordonnées en plus ou en moins, les prix unitaires de la décomposition.

Lorsque les travaux modificatifs ordonnés par le maître de l'ouvrage sont assimilables à des ouvrages figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire, les prix de ces ouvrages sont appliqués.

Lorsque les prescriptions des deux alinéas, ci-avant, ne sont pas applicables, les travaux modificatifs ordonnés par le maître de l'ouvrage sont réglés à l'aide de prix nouveaux arrêtés en accord avec la maîtrise d'œuvre, établis sur les mêmes bases que ceux portés dans les sous-détails de prix unitaires figurant dans la DPGF. En l'absence d'accord, les nouveaux prix seront arrêtés par la maîtrise d'œuvre et par la maîtrise d'ouvrage.

3.3.4 - Modalités de règlement de compte - décompte mensuel - décompte final

L'entrepreneur dresse mensuellement un projet de décompte mensuel des travaux exécutés, et éventuellement des approvisionnements livrés sur le chantier.

Les projets de décomptes mensuels accompagnés des propositions de paiement seront, conformément à l'article 12 du CCAG/Travaux, transmis au maître d'œuvre par tout moyen permettant d'en apporter la preuve durant la période du mois ou lors de la réunion de chantier hebdomadaire, arrêtée par ordre de service par le maître d'œuvre avant le démarrage des travaux.

Si le projet de décompte mensuel est transmis en dehors de cette échéance, il pourra être pris en compte par le maître d'œuvre mais, les stipulations de l'alinéa, ci-dessus, n'ayant pas été respectées par l'entrepreneur, le point de départ du délai global de paiement sera la date la plus proche de la période ou de la réunion du mois suivant telle que stipulée à l'alinéa ci-dessus. Le projet de décompte sera alors réputé réceptionné à la date la plus proche de cette période ou de cette réunion.

Pour les marchés à prix forfaitaires, les décomptes mensuels sont cumulatifs et établis en prenant pour base la décomposition du prix forfaitaire jointe par l'entrepreneur à son A.E.

3.3.4.1 - Acomptes

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	16/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

Le paiement des acomptes mensuels est subordonné à l'acceptation des décomptes visés, ci-dessus, par le maître d'œuvre.

Les acomptes seront mandatés mensuellement d'après les décomptes mensuels intégrant **la révision des prix établie par les entrepreneurs.**

3.3.4.2 - Utilisation du portail CHORUS PRO

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-3 du code de la commande publique, les factures sont adressées obligatoirement aux entités publiques via un portail public de facturation.

Le Titulaire du marché doit adresser ses factures, au maître d'œuvre de l'opération de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé « CHORUS PRO » à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

La maîtrise d'œuvre transmettra à la maîtrise d'ouvrage les décomptes mensuels, acomptes, décomptes généraux définitifs par ce biais.

Les références suivantes sont **OBLIGATOIRES au traitement des factures** :

- La référence du bon de commande : 10 chiffres sans espace, sans point, commençant par **45.....**
- Le code du service exécutant le bon de commande : **038**
- La désignation du destinataire, « **HOPITAL MARIN AP-HP** »
- Le numéro de SIRET de l'AP-HP : **26750045201928**, valable pour l'ensemble des hôpitaux de l'AP-HP
- Le N° SIRET de l'émetteur de la facture
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telle que précisées dans l'acte d'engagement.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture. L'absence des mentions définies, ci-dessus, entraînera un rejet de la facture.

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Les factures transmises par un autre moyen que « CHORUS PRO » sont réputées non parvenues.

NOTA : tout changement de raison sociale ou de domiciliation bancaire devra être signalé par le Titulaire à La Direction des Travaux et à la cellule des marchés publics de l'Hôpital Marin de Hendaye (voir articles 1.9.3 et 1.9.4 du présent document).

3.3.4.3 - Délai maximum de paiement

L'exécution du marché sera financée par le budget de l'Hôpital Marin de Hendaye. Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

En application de l'article R. 2192-11 1° du code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours, pour les établissements publics de santé, à compter de la présentation de la demande de paiement.

Intérêts moratoires, indemnités forfaitaire et complémentaire pour frais de recouvrement

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	17/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le maître d'œuvre ou le Pouvoir Adjudicateur à des fins de corrections jusqu'à remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

3.3.4.4 - Cas des approvisionnements

Sur chantier : ces approvisionnements seront évalués à l'aide des sous-détails de prix unitaires visés à l'article 9.3 du C.C.A.G./travaux et dans les conditions prévues à l'article 10.4 de ce même document. Ils ne seront pris en compte que dans la limite de 70 % de la valeur calculée sur les prix ci-avant et, sous réserve de production des factures et documents justificatifs.

En usine ou en atelier : les acomptes pourront être délivrés pour dépôt en usine ou en atelier d'ouvrages fabriqués ou préfabriqués, destinés à entrer dans la composition des travaux ou fournitures, faisant l'objet du marché et constituant des opérations intrinsèques d'exécution dudit marché.

Ces acomptes seront délivrés sous les conditions suivantes :

1°) les ouvrages fabriqués ou préfabriqués ne seront pris en compte que lorsqu'ils constitueront des ensembles terminés prêts à être livrés ;

2°) que sur demande préalable de l'entrepreneur, une constatation aura été faite sur place par le maître d'œuvre qui donnera lieu à un procès-verbal de constatation.

Le Titulaire produira à l'appui de sa demande :

S'il n'est pas fabricant :

- Les factures effectivement payées par lui justifiant qu'il a acquis les ouvrages fabriqués ou préfabriqués en toute propriété.

Dans les deux cas :

- Une attestation d'assurance contre le vol et l'incendie garantissant les ouvrages à concurrence de la valeur totale de l'acompte qu'ils engendrent avant abattement précisé ci-après.

3°) Ces acomptes seront évalués :

Dans le cas où l'entrepreneur n'est pas fabricant :

Suivant les prix unitaires, acceptés par le maître de l'ouvrage, du bordereau spécial d'approvisionnement que l'entreprise devra joindre à son Acte d'Engagement (AE).

Dans le cas où l'entrepreneur est fabricant :

Suivant les prix de fourniture «matériel terminé» de la décomposition du prix forfaitaire qui devra obligatoirement faire apparaître par article :

- le prix de fourniture du matériel terminé ;
- le prix de transport sur le chantier ;
- le prix de montage et mise en œuvre compris tous travaux accessoires.

Dans les deux cas :

Les acomptes évalués suivant les dispositions qui précèdent ne seront pris en compte que pour les 70 % de leur valeur.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	18/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

3.3.4.5 - Attachements

Les attachements concernant les travaux, prestations, fournitures qui ne seraient pas susceptibles de constatations ou de vérifications ultérieures sont établis par l'entrepreneur et remis en temps voulu chaque fois qu'il sera nécessaire au maître d'œuvre qui les fait vérifier et apporte des rectifications qu'il juge nécessaires

3.3.4.6 - Décompte final

Les travaux feront l'objet d'un projet de décompte dans les conditions fixées au C.C.A.G.

Par dérogation à l'article 12 du CCAG travaux, le décompte final et le décompte général et définitif sont réglés par les stipulations suivantes : le décompte identifiera clairement la partie forfaitaire du marché, les postes afférents à des travaux modificatifs, ainsi que la révision éventuelle. Il identifiera également le montant de chaque acompte facturé et le montant réel réglé par le Trésor Public. Le Titulaire doit en conséquence créer, dès le démarrage de l'opération, un tableau reprenant pour chaque situation les montants demandés en base et révisions, les montants corrigés par le réviseur, et les montants réglés in fine par le Trésor Public.

Avant la présentation du projet de décompte à la maîtrise d'œuvre, le Titulaire devra impérativement :

- avoir levé l'ensemble des réserves émises lors de la réception ;
- avoir réglé l'ensemble des problématiques liées aux actes spéciaux de sous-traitance ;
- avoir présenté lors du dernier décompte avant le projet de décompte général une proposition de paiement assurant le règlement de l'intégralité des sommes dues à chacun des sous-traitants.

3.4 - Variation dans les prix

3.4.1 - Généralités

Les répercussions sur les prix du marché, des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées dans les conditions définies au paragraphe II tableau II et au paragraphe III de l'annexe au présent C.C.A.P.

La date d'établissement des prix est fixée à l'acte d'engagement.

3.4.2 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.5 - Paiement des sous-traitants

Sous-traitance

Il est rappelé que l'agrément écrit de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage est un préalable indispensable à toute présence sur site. **Toute entreprise dérogeant à la législation se verra immédiatement appliquée une pénalité définitive indiquée à l'article 4.3./t du présent document et il sera procédé à une éviction automatique du chantier du sous-traitant non agréé, sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité ou rallongement de délais. Les demandes d'agrément de sous-traitance devront donc être anticipées par les entrepreneurs.**

- Si la déclaration de sous-traitance est réalisée au moment de l'offre :

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	19/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Néanmoins, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Par ailleurs, conformément aux articles cités, ci-dessus, et dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir au Pouvoir Adjudicateur une déclaration mentionnant ;

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquels le candidat s'appuie.
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un DC4 ou équivalent les moyens humains et techniques des sous-traitants doivent être présentés.

▪ **Si la déclaration de sous-traitance est réalisée après la notification du marché :**

Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché public, le Titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance (DC4) contenant les renseignements mentionnés à l'article R.2193-1 du code de la commande publique.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Le Titulaire est en outre tenu, au respect des conditions particulières à la sous-traitance (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

L'agrément du sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

- Que la demande en soit faite par le Titulaire dans un délai compatible, d'une part avec le délai légal d'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) par le sous-traitant et d'autre part avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant ;

▪ **Pour le sous-traitant établi ou domicilié à l'étranger :**

- Un document mentionnant le n° de TVA intracommunautaire ou si le sous-traitant n'est pas établi dans un pays de l'union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du représentant du sous-traitant auprès de l'administration fiscale française ;

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	20/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

- un document attestant la régularité de sa situation sociale pour les entreprises de l'Union Européenne (certificat A1).
- lorsque l'immatriculation du sous-traitant à un registre professionnel est obligatoire dans un pays de domiciliation, un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.
- En cas de recours à un sous-traitant domicilié à l'étranger, il est à noter que le personnel de cette entreprise sera encadré en permanence par un chef de chantier qui devra être présenté au Directeur des Travaux à l'occasion de la déclaration de sous-traitance. Le chef de chantier devra parler couramment le Français et être présent en permanence sur le chantier.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R.2193-3 du Code de la Commande Publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le Titulaire du marché fait connaître à la maîtrise d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Les sous-traitants quels que soient leurs rangs devront faire l'objet d'une acceptation qui devra préciser les garanties de paiement des sous-traitants de second rang.

Avant la présentation du projet de décompte final, les montants dûs aux sous-traitants auront impérativement dû être réglés.

Il est à noter que le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser à tout moment un contrôle des personnes présentes sur le chantier qui doivent présenter, sur demande du maître d'ouvrage, leur carte d'identification professionnelle BTP (décret n° 2016-175 du 22 février 2016). Le non-respect de cette disposition entraîne des pénalités indiquées à l'article 4.3/y du présent document.

3.5.1 - Modalités de paiement direct

En application de l'article R.2193-10 du code de la commande publique, le seuil prévu à l'article L.2193-10 à partir duquel un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur est fixé à 600 euros toutes taxes comprises.

Conformément à l'article 3.6.2.2 du C.C.A.G./travaux, un sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu du Représentant du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation du sous-traitant indirect et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au marché pour le paiement du Titulaire.

Les règlements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'accord écrit et daté de l'entrepreneur, mandataire ou Titulaire, pour le règlement de la somme considérée due au cotraitant ou au sous-traitant au titre du marché.

La signature de la demande d'acompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant. Le mandataire doit joindre la facture signée par le sous-traitant.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	21/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

Pour les sous-traitants, l'entrepreneur joint, à la demande d'acompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné : cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe à la demande d'acompte, signée par l'entrepreneur groupé qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné. Une facture signée de chaque sous-traitant est jointe à l'envoi. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation de prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

En application de la loi des finances 2014, le Titulaire et le sous-traitant reconnaissent se conformer aux dispositions en termes de facturation et d'auto liquidation de TVA. Ainsi, la facture relative aux opérations de sous-traitance concernées par l'auto-liquidation ne mentionne pas la TVA exigible. Cependant, elle doit faire apparaître distinctement que la TVA est due par le preneur (le donneur d'ordre) assujetti et porter la mention « **auto-liquidation** » en application du 13 de l'article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, justifiant de collecte de la taxe par le sous-traitant.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	22/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

ARTICLE IV - DELAI D'EXECUTION - PENALITES

4.1. Délai d'exécution des travaux

4.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai global d'exécution de l'ensemble des lots constituant l'ensemble du présent marché, est fixé au paragraphe V du C.C.A.P. annexe.

Dans ce délai global, sont compris la ou les périodes de préparation, s'il y a lieu les études d'exécution et de synthèse le cas échéant, la ou les périodes de congés payés, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition du Titulaire par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots, s'insèrent dans le délai global d'exécution défini ci-avant. Ces délais d'exécution, qui figurent au calendrier prévisionnel d'exécution, joint en annexe aux documents de la consultation, partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention.

Il est rappelé que ce calendrier ne reflète que les tâches principales et que les interventions de l'entreprise doivent être prévues en tant que de besoin pendant la durée globale de l'opération, et ceci, dans le cadre forfaitaire du marché.

La date de départ du délai global d'exécution sera fixée par un ordre de service.

4.1.2 - Calendrier détaillé d'exécution

A partir du calendrier prévisionnel d'exécution, indiqué au paragraphe V de l'annexe au présent C.C.A.P., le Titulaire établit en concertation avec la maîtrise d'œuvre et/ou l'OPC le calendrier détaillé d'exécution.

Pour l'établissement de ces calendriers, chaque entrepreneur doit, dans les DIX jours suivant la demande du maître d'œuvre ou de l'OPC, indiquer par écrit, par fonction d'ouvrages et par unité, les définitions des tâches de son lot, leur durée, les liaisons avec les tâches précédentes de son lot ou d'un autre corps d'état. Il précise, en outre, pour chaque phase :

- la cadence d'exécution ;
- les moyens en personnel et matériels prévus ;
- les moyens mis en place pour limiter les infections aspergillaires et les nuisances sonores ;
- les contraintes particulières telles que nécessité de hors d'eau, hors d'air,
- raccordements concessionnaires, etc.

Après mises au point en accord avec les entrepreneurs et approbation par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, ces calendriers détaillés sont notifiés par ordre de service aux intervenants, le calendrier d'exécution final étant notifié à la fin de la période de préparation. Le calendrier détaillé d'exécution devient contractuel. Chaque entrepreneur est tenu de respecter, pour ce qui le concerne, les dates et échéances fixées au calendrier détaillé d'exécution. Tout retard est sanctionné par l'application des pénalités fixées au présent article ci-après.

Conformément à l'article II-a-3 ci-avant, c'est ce calendrier détaillé d'exécution qui devient contractuel

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	23/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

Au cours du chantier et avec l'accord du Titulaire, la Maîtrise d'Œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution.

4.1.3 - Prolongation du délai d'exécution

Les délais fixés au calendrier contractuel détaillé d'exécution sont réputés hors intempéries.

Toute prolongation de ce délai sera fixé par ordre de service (par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG/Travaux) dans les cas prévus à l'article 18.2 du C.C.A.G.-Travaux

Pour l'application du 3^{ème} alinéa de l'article 18.2.3. du C.C.A.G./Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels aura mis en œuvre les dispositions du plan ORSEC pour le département considéré.

4.1.4 - Modification des délais d'exécution pour travaux modificatifs

Les délais d'exécution partiels ou globaux pourront être modifiés pour les raisons énumérées ci-après :

- Modification apportée aux ouvrages et remettant en cause le délai d'exécution initial.
- Mise à jour des calendriers d'exécution nécessitant une adaptation des calendriers pour respecter le délai final.

Le Titulaire devra être en mesure de justifier, sur la base du calendrier détaillé d'exécution, toute demande de modification de délai, par analyse des durées d'exécution des tâches, du chemin critique et des marges libres.

4.2 - Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G./Travaux et en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, le Titulaire sera passible d'une pénalité journalière calculée suivant les indications ci-après :

Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux du lot concerné et la date de réception des travaux sans neutraliser les diverses interruptions.

4.2.1 - Mode de calcul

Le montant de la pénalité ou de la retenue par jour calendaire de retard est fixé à 1/2000^e (par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux) du montant total hors taxe du marché.

Cette pénalité sera appliquée sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date réelle de fin d'exécution des travaux et de la date d'expiration du délai d'exécution fixée au calendrier contractuel d'exécution.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G./travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux le montant total des pénalités de retard appliquées au Titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché (de la tranche considérée).

L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle aux mesures coercitives prévues à l'article 52 du C.C.A.G.

Le calcul des pénalités et retenues, effectué par le maître d'œuvre, est fourni à titre indicatif à l'Entrepreneur pour répartition entre ses co-traitants et/ou ses sous-traitants pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés. Dans l'attente de cette répartition le montant global des pénalités

et retenues est prélevé à l'Entrepreneur principal du lot concerné par précompte sur ses demandes mensuelles d'acomptes.

La répartition finale des pénalités entre les sous-traitants pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés, est fournie par l'entrepreneur dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date de notification de la réception. Si cette répartition n'est pas fournie dans le délai prévu, le montant total des pénalités est supporté définitivement par l'Entrepreneur.

Le décompte de l'ensemble des pénalités encourues sera notifié en fin de marché avec le décompte récapitulatif. Le maître de l'ouvrage se réserve également la possibilité, en cours de travaux, de décompter les pénalités sur les décomptes provisoires présentés par les entreprises.

Des retenues, journalières calculées selon indications ci-avant pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche.

Ces retenus pourront être reversées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux. Dans le cas contraire, même si le retard se trouve résorbé en fin de tâches, elles pourront être transformées en pénalités.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ; elles n'entrent donc pas dans le champ d'application de la TVA (Bulletin officiel des impôts n°13 du 25 janvier 2006).

4.2.2 - Pénalités pour retard dans l'exécution dans le cadre du délai particulier

Ces pénalités seront appliquées, sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation entre la date réelle de fin d'exécution et la date d'expiration des travaux fixée au calendrier détaillé d'exécution.

4.2.3 - Retenues pour retard dans la réalisation de tâches

Des retenues journalières calculées selon indications de l'article 4.2.1., ci-avant, pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche.

Ces retenues pourront être reversées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux. Dans le cas contraire, même si le retard se trouve résorbé en fin de tâches, ces retenues pourront être transformées en pénalités.

4.2.4 - Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à réception

Si l'entrepreneur n'a pas remédié, dans le délai fixé par ordre de service aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des Opérations Préalables à la Réception (O.P.R), des pénalités de **500,00€** net de taxes, par jour calendaire de retard et par réserve sont appliquées jusqu'à la date constatée de l'achèvement par la maîtrise d'œuvre.

4.3. Autres pénalités

Des pénalités sont automatiquement appliquées dans les cas suivants :

a/ **retard dans l'installation de chantier ou le repliement de chantier**
par jour calendaire : **300,00€** net de taxes.

b/ **retard dans la libération des terrains et emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le Maître de l'Ouvrage, et/ou des emprises de chantier dans le domaine public**
par jour calendaire : **300,00€** net de taxes.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	25/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

- c/ non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier**
pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : **400,00€** net de taxes.
Il est à noter que le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de suspendre l'avancement des travaux si les dispositions requises et attendues ne sont pas mises en œuvre sans délai. **Une poursuite de l'activité qui ne tiendrait pas compte des observations du Maître d'Ouvrage entraînera une pénalité complémentaire et immédiate de 1 000,00€ net de taxes.**
- d/ travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace avec éclairage diurne et nocturne**
par jour ou nuit calendaire et par infraction constatée : **300,00€** net de taxes.
- e/ bruits de chantier au-delà de la limite prescrite par la réglementation**
pour chaque infraction constatée et par jour calendaire (en-sus des amendes légales auxquelles l'entrepreneur s'expose en ne respectant pas la réglementation) :
300,00€ net de taxes.
- f/ dépôt de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites**
par jour calendaire et infraction constatée : **300,00€** net de taxes.
- g/ retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (mode opératoire, plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, etc.)**
par document et par jour calendaire de retard : **150,00€** nets de taxes.
- h/ retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus**
par jour calendaire : **150,00€** net de taxes.
- i/ retard dans les façons et présentations chantier des prototypes d'éléments de construction**
par jour calendaire : **150,00€** net de taxes.
- j/ retard dans la présentation chantier des échantillons de matériaux et matériels de construction**
par jour calendaire : **150,00€** net de taxes.
- k/ Défaut ou retard dans le nettoyage du chantier ou non entretien des protections de chantier**
par jour calendaire : **300,00€** net de taxes.
- l/ retard dans l'évacuation des gravois hors chantier**
par jour calendaire : **150,00€** net de taxes.
- m/ défaut d'évacuation de gravats**
par jour calendaire : **300,00€** net de taxes.
- n/ absence à une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination, visite de chantier non excusée suite convocation (prévenir l'architecte M. Thomas VIGNAU, par courriel 24 h à l'avance avec copie au Maître d'Ouvrage).**
par jour calendaire : **150,00€** net de taxes.
retard aux réunions de chantier :
par ¼ d'heure de retard : **50,00€** net de taxes.

- o/ utilisation du téléphone portable pendant les réunions de chantier ou autres réunions**
par infraction : **100,00€** net de taxes.
- p/ véhicule en stationnement en dehors des zones autorisées sans autorisation de la maîtrise d'ouvrage**
par infraction : **100,00€** net de taxes.
- q/ défaut de dispositifs de nettoyage et décrochage des engins avant sortie du chantier**
par infraction et par jour calendaire : **150,00€** net de taxes.
- r/ absence de bac décanteur ayant rejet aux égouts publics des dispositifs de nettoyage et décrochage des engins**
par jour calendaire : **80,00€** net de taxes.
- s/ non-retour des ordres de service dans un délai de dix jours calendaires décompté comme précisé à l'article 3 du C.C.A.G-Travaux. :**
300,00€ net de taxes.
- t/ défaut d'agrément des sous-traitants**
L'agrément écrit de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage ainsi que la visite d'inspection commune avec le CSPS, est un préalable indispensable à toute présence sur site. Toute entreprise dérogeant à la législation se verra immédiatement appliquer une pénalité définitive de **3 000€ HT** net de taxes et il sera procédé à une éviction automatique du chantier du sous-traitant non agréé, sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité ou rallongement des délais. Les demandes d'agrément de sous-traitance devront donc être anticipées par les entrepreneurs.
- u/ Réalisation de travaux sans plans d'exécution validés et signés par le Maître d'Œuvre**
par jour calendaire : **500,00€** net de taxes.
- v/ non-respect des conditions de sécurité incendie et/ou déclenchement de la détection**
A chaque incident dûment constaté il sera appliqué une pénalité forfaitaire de **200,00€** net de taxes.
- w/ vol constaté sur chantier**
A chaque infraction dûment constatée il sera appliqué une pénalité forfaitaire de **4 000€** net de taxes.
- x / Non-respect des mesures barrières et co-activité exigés par la COVID-19**
1 500€ net de taxes.
- y / Non présentation des documents permettant l'identification des employés du Titulaire**
150,00€/personne net de taxes.
- z / pertes de clés ou de badges fourni par la Maîtrise d'Ouvrage**
100,00€/par cas constaté net de taxes.
- Z1/ Non-respect des principes de la république**
100,00€/par infraction net de taxes.

4.3.1 - Pénalités pour perte d'activités

En cas d'arrêt ou de perturbation d'un service hospitalier provenant de la responsabilité avérée de l'entreprise ou de l'un de ses cotraitants ou sous-traitants, la perte d'activité subie par l'AP-HP sera automatiquement mis à la charge de l'entreprise via un OS en moins-value.

Exemples : désordres de gros œuvre, fuites d'eau, coupures de courant, de la ventilation, du rafraîchissement, etc.

Ces pertes d'activités sont calculées par la Direction des Finances de l'Hôpital Marin.

4.3.2 - Délais et retenues pour remise des documents à fournir après exécution

En cas de non fourniture, à la date de la réception, en dérogation à l'article 40 du CCAG/Travaux, des plans et autres documents conformes à l'exécution, une retenue forfaitaire provisoire égale à **1000€ euros** net de taxes sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur. Au-delà, de 2 mois suivant la réception, après mise en demeure préalable si les documents et plans, ci-dessus, ne sont pas fournis ou s'ils sont incomplets, la totalité de la retenue provisoire deviendra définitive.

4.3.3 - Propreté sur le chantier

L'attention des entrepreneurs est attirée sur le fait que le chantier doit être en permanence en parfait état de propreté. Des ordres de service exécutoires sans incidence financière seront le cas échéant notifiés à l'entreprise afin d'ordonner une remise en état de propreté.

En l'absence de résultats probants après une première campagne de nettoyage demandée par ordre de service, la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité de faire appel à une entreprise extérieure pour réaliser un ou des nettoyages globaux du chantier. Le montant de ces interventions seront retenues à l'entreprise.

4.4 - Cumul des pénalités – Application des pénalités

Toutes les pénalités objet de l'article IV ci-avant sont cumulables entre elles.

L'ensemble des pénalités est applicable de plein droit par simple constatation par le maître d'œuvre de l'existence de leur fait générateur, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure au Titulaire. Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles du Titulaire et sont sans préjudice à l'exercice par le maître d'ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation au Titulaire des coûts induits par sa négligence.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de cumuler les pénalités (dérogation de l'article 19.2.1) provisoires en les transformant en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte final, ou de les réduire en partie ou totalement, notamment sur proposition du Maître d'Œuvre.

4.4.1 - Prime pour avance

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	28/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

ARTICLE V - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Cautionnement - Retenue de garantie

I -MARCHÉ SANS RETENUE DE GARANTIE

Lots pour lesquels le montant du marché est inférieur ou égal à 152 450 Euros T.T.C.

Aucune garantie particulière n'est demandée aux titulaires des lots précités. Cette exemption vise également la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire qui lui serait substituable conformément aux dispositions des articles R. 2191-(32 à 42) du code de la commande publique.

II- MARCHES AVEC RETENUE DE GARANTIE

Lots pour lesquels le montant du marché est supérieur 152 450 Euros T.T.C.

Le Titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Il sera appliqué sur tous les acomptes toutes taxes comprises délivrés à chaque entrepreneur une retenue de garantie de 5 %. Cette retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des travaux du marché, et le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

En application des dispositions de l'article R.2191-33 du code de la commande publique le montant de la retenue de garantie ne peut être supérieur à 5 % du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

Conformément à l'article R.2191-36 du code de la commande publique, le Titulaire du marché a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire.

Suivant les dispositions de l'article R.2191-42 du code de la commande publique, les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées pendant le délai de garantie au Titulaire du marché et aux établissements ayant accordé leur caution ou garantie à première demande et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-39 du code de la commande publique, lorsque le Titulaire du marché public est un groupement solidaire, la garantie de substitution est fournie par le mandataire pour le montant total du marché public, y compris ses modifications en cours d'exécution.

Lorsque le Titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie de substitution correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché public.

5.2 - Avance

En application des dispositions de l'article R.2191-3 du code de la commande publique une avance est accordée au Titulaire du marché qui en fait expressément la demande sur l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000€ HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

En application des dispositions de l'article R.2191-6 du code de la commande publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traité, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	29/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

L'avance concernera dans un premier temps la tranche ferme uniquement.

Son montant en prix de base (article B.10.1 – Option B du CCAG-travaux) est égal :

- Pour les lots dont le délai d'exécution ne dépasse pas un an, à cinq pour cent (5%) du montant initial toutes taxes comprises du marché.
- Pour les lots dont le délai d'exécution dépasse un an, à cinq pour cent (5%) du montant d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé pour sa durée exprimée en mois.

Pour les PME le taux de l'avance s'élève à 20 %.

Le remboursement intervient dans les conditions fixées à l'article R.2191-11 du code de la commande publique.

Une avance peut être versée sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixés aux articles R2191-(3 à 10) du code de la commande publique. Les modalités de remboursement ci-avant s'appliquent.

Des dispositions particulières s'appliquent aux marchés à tranche en application des articles R.2191-13 et 14 du code de la commande publique.

5.3 - Avances sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

5.4 - Nantissement

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement conformément aux dispositions de l'article R.2191-46 du code de la commande publique.

Lorsque le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe l'acheteur qui lui communique :

1° Soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention signée par l'acheteur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché ;

2° Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle et dématérialisé selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé de l'économie figurant en annexe du code de la commande publique.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	30/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

ARTICLE VI - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 - Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au Titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

L'Entrepreneur adresse au maître d'œuvre et au bureau de contrôle, les procès-verbaux d'essais effectués par les laboratoires agréés, des matériaux ou éléments de construction qu'il se propose d'employer. Ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu desdits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

L'Entrepreneur n'a toutefois pas à produire de procès-verbaux pour les matériaux ou éléments de constructions qui seraient déjà munis d'une marque de contrôle NF indiquant leur catégorie de réaction au feu ou leur degré de résistance au feu.

L'Entrepreneur a obligation de soumettre à la Direction des Travaux, avant le début des travaux correspondants, les projets concernant :

La nature et la réaction au feu des matériaux envisagés dans les aménagements intérieurs ;

- a) Les installations électriques et d'éclairage (normale et de sécurité) qui devront faire l'objet d'un descriptif détaillé ;
- b) Les dispositions envisagées pour le désenfumage.

En complément des contrôles usuels et normalisés, l'entreprise procédera aux contrôles et vérifications définis ci-après, en cohérence avec les procédures de contrôle qualité prévues au présent C.C.A.P.

6.3.1 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits sur le chantier

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. Travaux et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais, et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le Titulaire sur les dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle notoirement connu proposé par le maître d'œuvre.

En particulier les matériaux et produits doivent être conformes aux prescriptions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique. Les frais de ces vérifications sont à la charge du Titulaire.

6.3.2 - Vérifications et surveillance avant livraison sur le chantier des matériaux et produits

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines et magasins de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications et la surveillance seront assurées par les organismes visés dans le C.C.T.P. et demeurent à la charge de l'entrepreneur.

6.3.3. Autres essais et vérifications des matériaux et produits

Par dérogation de l'article 38 du C.C.A.G. Travaux, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre peuvent décider de faire exécuter des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché, soit en cours d'exécution, soit à la réception des travaux.

Si le résultat de ces essais et vérifications est défavorable à l'entrepreneur il en supporte le coût.

Dans le cas contraire le maître d'ouvrage en supporte le coût.

6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage

Fiabilité des ouvrages et matériels au jour fixé par la réception

Les interventions effectuées par le Titulaire doivent présenter à réception toutes les garanties de pérennité et de sécurité, notamment vis-vis de la stabilité des ouvrages et avoisinants et de la sécurisation du site, à la fois à l'intérieur de l'emprise travaux et vis-à-vis de sa protection par rapport à l'extérieur.

Tous les composants entrant dans la composition d'ouvrages et matériels de l'opération doivent offrir, au jour fixé pour la réception, une fiabilité égale à celle que ces composants ont à l'état de neuf (y compris les composants ayant été utilisés pour la bonne marche du chantier).

Toutefois, l'usure due aux essais et vérifications prescrits au marché n'entraîne pas l'obligation de remplacement du composant ou de la partie du composant ayant subi lesdits essais ou vérifications, mais au minimum la remise en état et le nettoyage.

Propriété industrielle et commerciale

C'est le Titulaire qui supporte les frais de cessions, licences et obtient les autorisations nécessaires à l'utilisation et à l'emploi des matériaux, matériels, procédés de fabrication couverts par des brevets, licences, dessins ou modèles, marque de fabrique ou de commerce ; même si ces matériaux, matériels, procédés de fabrication lui sont imposés par les documents contractuels.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	32/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

ARTICLE VII - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Suivant précisions indiquées au C.C.T.P. et sur les pièces graphiques.

ARTICLE VIII - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

La durée de la période de préparation est fixée au paragraphe V de l'annexe au présent C.C.A.P.

La période de préparation est fixée à une durée de un mois.

Il est notamment procédé par l'entrepreneur, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après :

Sous 20 jours calendaires

- Etablissement avant et après travaux des constats contradictoires de l'état des lieux d'exécution des environnements, des lieux d'implantations de chantier, des accès de chantier. Ces constats, établis à l'initiative et à la charge du Titulaire, dressés par un homme de loi assermenté, sont fournis à titre gracieux en un exemplaire au maître de l'ouvrage, au maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle.
- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus au 1^{er} et 2^{ème} alinéa de l'article 28 du C.C.A.G./Travaux. Le programme fera apparaître les moyens en homme et en matériel que l'entrepreneur prévoit de mettre en place, les origines des fournitures, les moyens de manutention et de levage.
- Note de méthodologie décrivant le mode d'exécution des ouvrages. les hypothèses de calcul, la liste prévisionnelle de plans d'exécution, le mémoire technique de démolition et déconstruction.
- Etablissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, d'atelier et de chantier, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-Travaux et suivant le planning de production élaborée par le maître d'œuvre
- Exécution des travaux préparatoires (voiries, réseaux, dévoiement des réseaux, évacuations, clôtures, signalisation, nettoyage des emprises) et installation du chantier nécessaires au démarrage des travaux.
- Présentation au maître d'ouvrage des attestations d'assurances et autres documents nécessaires au démarrage du chantier.
- Transmission par les entreprises à la maître d'œuvre :
 - o Calendrier d'établissement et de production de plans et de documents.
 - o Calendriers de présentation d'échantillons.
 - o Calendriers des travaux préparatoires, comme par exemple les installations de chantier.

- Les tâches d'exécution détaillées de chaque corps d'état seront décomposées en sous-tâches détaillées d'une durée d'une semaine maximum.
 - La liaison des tâches entre elles (enchaînements), le chemin critique sera détaillé et représenté graphiquement (liaisons et durées).
 - Les essais, tests, mises en route des installations.
- Réalisation des DICT.
 - Elaboration du plan de chantier définitif.
 - Demandes de branchements et raccordement pour les installations du chantier.
 - Planning de désignation des sous-traitants et lots sous-traités.
 - Etablissement de la liste des plans d'EXE.

8.1.1 - Intervention de l'OPC (sans objet)

S'agissant d'une opération par corps d'état séparés, l'annexe au présent C.C.A.P. précise au paragraphe I.B.2 si l'opération considérée prévoit ou non l'intervention d'un O.P.C.

Les entreprises n'ont pas à prévoir dans leur A.E. de frais quelconques touchant à la rémunération de l'OPC qui sera réglé directement par le maître de l'ouvrage.

8.2 - Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

L'entrepreneur doit la fourniture des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail. Ceux-ci seront soumis par l'entrepreneur à l'approbation du maître d'œuvre, vingt jours maximum avant le commencement d'exécution.

Sur la base des plans guides établis par la maître d'œuvre, les plans d'exécution des ouvrages avec notes de calculs et fiches techniques, les études de détails, spécifications à l'usage du chantier, plans d'atelier et de chantier, les études des synthèses sont à la charge de l'Entrepreneur.

Tous ces documents établis par l'Entrepreneur sont soumis à l'approbation de la maîtrise d'œuvre.

Les plans d'exécution accompagnés des notes de calculs et toutes les justifications nécessaires seront soumis au visa du bureau de contrôle technique pour ce qui concerne ses missions.

Les plans d'exécution et autres documents d'exécution font partie des obligations de l'entreprise au même titre que l'exécution de leurs travaux.

Les retards dans la fourniture et l'établissement de ces plans feront l'objet de pénalités prévues à l'article 4. ci avant, que ces retards soient dus :

- A la non-présentation du document.
- Au refus du visa du maître d'œuvre ou du visa du contrôleur technique pour insuffisance d'études.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	34/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

Il est rappelé qu'avant toute exécution des travaux les plans d'exécution doivent être validés et signés par le maître d'œuvre

L'entrepreneur doit remettre dans la période de préparation, sous 10 jours calendaires la liste prévisionnelle de ses plans et documents d'exécution accompagnée de leur date prévisionnelle d'édition.

8.2.1 - Elaboration des plans d'exécution

C'est dans le cadre des dispositions décrites, ci-dessus, que seront réalisées la coordination des études et l'élaboration des plans d'exécution et de tous les documents nécessaires à l'exécution des travaux (l'ensemble étant désigné par la suite par le terme général de « plans d'exécution »).

Le Titulaire est responsable et en charge de l'élaboration des plans d'exécution de ses ouvrages.

Les frais d'élaboration des documents d'exécution sont réputés inclus dans les prix forfaitaires de l'entrepreneur même si plusieurs circuits de mouvement de plans sont nécessaires.

Les observations du maître d'œuvre et du bureau de contrôle technique seront prises en compte par le Titulaire qui éditera de nouveaux plans conformes à ces observations.

Les documents seront soumis en temps utile avec les notes de calculs correspondantes au maître d'œuvre et au bureau de contrôle pour approbation au visa ; ce visa ne dégageant en rien la responsabilité de l'entreprise.

Après visa, il appartient à l'entreprise d'en assurer la reproduction et la diffusion nécessaires.

Le Titulaire doit établir préalablement à ses plans d'exécution, les plans nécessaires à l'établissement des plans de synthèse. Ces derniers sont nécessairement informatisés.

Ces plans seront obligatoirement réalisés avec le logiciel « AUTOCAD » ou avoir une compatibilité directe.

Cette production informatisée des plans sera opérationnelle depuis le stade initial de production des plans jusqu'au stade d'élaboration des D.O.E.

Le Titulaire a obligation de recueillir en temps utile les visas du maître d'œuvre et du Contrôleur Technique, qui ont pour ce faire un délai maximum de dix jours calendaires.

S'il commandait des fabrications ou réalisait des prestations sans ces visas, il le ferait à ses risques et périls avec l'application des pénalités telles que définies ci-avant.

Les plans d'exécution du Titulaire devront être élaborés en concordance avec les plans de synthèse de telle sorte qu'ils puissent recevoir le visa du maître d'œuvre et du Contrôleur Technique aux échéances fixées par le calendrier d'exécution des études et travaux.

Le Titulaire demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le Maître d'Œuvre et/ou le Contrôleur Technique, pour se soustraire à des obligations contractuelles ou pour en diminuer la portée.

Les documents d'exécution : plans, schémas et notices seront établis par l'entrepreneur à ses frais et remis par lui à la maîtrise d'œuvre sous la forme précisée en début de chantier. Ces documents pourront faire l'objet d'observations ou de mises au point autant que nécessaire.

Aucune cote ne sera prise à l'échelle sur les documents.

Le Titulaire sera tenu de :

- Etablir les plans d'exécution sur la base des plans de synthèse approuvés.
- Signaler les divergences entre les cotes numériques, les dimensions sur les plans et les dimensions relevées in situ.
- Solliciter, de la part de la maîtrise d'œuvre, tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis.
- Contrôler sur place, les dimensions des ouvrages existants ou ayant reçu un début d'exécution par d'autres entreprises ainsi que les états de surface, la planéité et toutes autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres travaux.
- Respecter les graphes d'établissement et de circulation des plans établis par la Maîtrise d'Œuvre.

Tous les documents d'exécution sont fournis et remis en nombre d'exemplaires suffisant au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au bureau de contrôle.

Le Titulaire s'engage à communiquer à ses co-traitants et/ou sous-traitants, ainsi qu'au contrôleur technique, dans les délais suffisants, toutes études techniques, tous calculs, tous dossiers d'exécution, avis technique, cahier des charges d'exécution, P.V. de comportement au feu, etc.

Ces documents établis ou non par le Titulaire ne peuvent en aucune façon modifier les marchés.

Ils sont soumis au maître d'œuvre, au fur et à mesure des besoins et, sauf dérogation expresse, dans les délais définis sur le planning études établi pendant la période de préparation, afin qu'il puisse les contrôler et les rectifier, s'il y a lieu, avant de les viser. Le fait de cet accord ne peut, en aucune façon relever le Titulaire de son obligation de respecter les clauses de son marché.

Si le Titulaire exécute des ouvrages sans avoir soumis au maître d'œuvre et/ou au bureau de contrôle les documents visés au présent article, il est entièrement responsable des conséquences de cette omission qui peut entraîner le refus de l'ouvrage, sa démolition et sa reprise intégrale à ses frais.

L'attention du Titulaire est particulièrement attirée sur la responsabilité qu'il encoure du fait de la non observation de ces prescriptions.

8.2.2 - Approbation des documents

Les documents remis au Titulaire devront être visés par la maîtrise d'œuvre préalablement à toute exécution des travaux. Ce visa n'atténue en rien la responsabilité du Titulaire.

8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Les entreprises feront application des conventions collectives du bâtiment, de toute réglementation sociale locale en vigueur, et du règlement intérieur de l'établissement sans pouvoir élever aucune réclamation pour ce motif.

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

8.4 - Organisation, sécurité et hygiène du chantier

8.4.1 - Organisation matérielle et collective du chantier

L'entrepreneur désigné au paragraphe I.B.4 de l'annexe du présent C.C.A.P, a la charge de l'organisation du chantier et chemins de service, des tracés d'implantation ; ce qui implique l'obligation de faire application des alignements et des nivellements.

Il doit également :

- **l'amenée et la fourniture de l'eau pour les travaux, l'eau potable pour les ouvriers et l'énergie électrique nécessaire** pour l'exécution des travaux ;
- se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers ;
- assurer la clôture, l'éclairage, le nettoyage, l'entretien et le gardiennage du chantier (l'affichage sur les clôtures et les palissades du chantier sera soumis à l'agrément du Maître de l'Ouvrage et du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé) ;
- Entretenir les locaux (zone de vie), **mis à disposition par le maître d'ouvrage :**

Les locaux seront chauffés et éclairés, ils disposeront d'un téléphone permettant de contacter les secours en cas de besoin (à la charge du Maître d'Ouvrage).

Un exemplaire de toutes les pièces contractuelles énumérées à l'article II du présent C.C.A.P. sera déposé en permanence sur le chantier.

Il reste seul responsable de l'exécution des mesures à prendre en vue de l'application des dispositions qui précèdent jusqu'à l'achèvement complet des travaux de tous les corps d'état.

Les installations sont maintenues en place jusqu'à l'ordre donné par le maître d'œuvre de procéder à leur enlèvement.

Certaines de ces installations peuvent nécessiter leur maintien en place au-delà de la date d'achèvement du délai global d'exécution et ce jusqu'à la réception des travaux sans que l'entrepreneur puisse s'y opposer et prétendre une indemnisation.

8.4.2 - Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre

Les mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène et mesures d'ordre sont prises par le Titulaire, dans les conditions prévues à l'article 31.4 du C.C.A.G-Travaux et conformément à la législation en vigueur, et en prenant en compte les sujétions relatives au respect des recommandations du Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales (CLIN) et notamment :

- le nettoyage des roues des camions à la sortie du chantier ;
- le maintien et le nettoyage des abords du chantier ;
- l'évacuation des détritres ou gravats au travers de conduits et conteneurs fermés ;
- le nettoyage régulier de la zone de chantier, pendant les travaux ;
- arrosage des gravats ;

- installation du mur d'eau ;
- mesure d'empoussièrement.

8.4.3 – Conditions générales d'exécution des travaux

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui pourraient être occasionnées par :

- a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre notamment d'appareils thermiques ;
- b) l'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- c) des mesures nécessitées par le fonctionnement de l'établissement et à cet effet :
 - **l'entrepreneur devra s'informer avant de soumissionner, des dispositions à prendre pour ne pas gêner le fonctionnement des services.** A défaut de précision dans le C.C.T.P., ces renseignements lui seront fournis par le maître d'œuvre de l'opération, dans le cadre des directives générales de fonctionnement de l'établissement données par le Directrice de l'établissement ;
 - **il est interdit à l'entrepreneur et aux ouvriers d'entrer en communication avec le personnel soignant et les patients.** Ils devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs travaux et ne pénétrer ni circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'établissement.
- d) L'exécution simultanée d'autres travaux. Il devra en outre prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux malades pendant la durée de l'opération à l'intérieur de l'établissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :
 - bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseur, scies, tous outils à percussion, etc.) ;
 - odeurs, fumées, gaz (moteur thermique, etc.) ;
 - poussières d'origines diverses (ponçages, démolitions, enlèvements de gravois, etc.). Il est rappelé que l'entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour interdire strictement la propagation des poussières en dehors de la zone de chantier ;
 - détritux divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux pour lesquels le stockage est interdit à l'extérieur de l'emprise du chantier ;
 - état défectueux des voies d'accès, boues et gravois au passage des engins et camions, tranchées pour canalisations ;
 - sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.).
- e) les exigences suivantes devront être intégrées dans l'offre :
 - Seuls l'emploi des compresseurs insonorisés est autorisé.
 - Il sera fait interdiction de brûler quoi que ce soit sur place.
 - Il sera interdit d'utiliser des produits inflammables.
 - Permis feu journalier délivré, **obligatoirement**, avant tout travaux à points chauds.

Risque aspergillaire

Toutes les dispositions seront prises par le Titulaire afin de limiter la dispersion de ces champignons, notamment en prévoyant un arrosage et un bâchage à la source. L'ensemble des dispositions prévues sera soumis à l'accord du Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales (CLIN).

Travaux bruyants

Il est à noter que tous les travaux bruyants (démolition, etc.) ou générateurs de vibrations devront faire l'objet de dispositions particulières soumises à l'approbation préalable de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage. Ces dispositions devront être la plus efficace possible pour supprimer toutes nuisances. Le Titulaire soumettra au maître d'œuvre et si nécessaire, une proposition de plage horaires en vue de réaliser ces travaux. Le maître d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage pourront exiger sans supplément de prix tous dispositifs à même de supprimer totalement toutes ces nuisances dans le respect de la réglementation en vigueur.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients, cités ci-dessus, ne pouvaient être insuffisamment atténués ou supprimés, l'entrepreneur devrait en référer au maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS.

Le Titulaire est tenu d'assurer à ses frais les transports, et de fournir les magasins et baraquements, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Le Titulaire doit entretenir ses matériels, même au cas où ils seraient utilisés par des entrepreneurs d'autres corps d'état, sauf indemnisation par ces derniers, s'il y a lieu.

Dans le cas où il intervient sur la voie publique pour exécution de son lot, chaque entrepreneur doit **le gardiennage de jour sur la voie publique, sur les voies privées de l'établissement ou à l'intérieur des bâtiments pour la protection des passants ou des occupants** ainsi que la fermeture et la signalisation du chantier pendant la nuit.

Le Titulaire doit les matériels de levage et de manutention, ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux.

L'attention du candidat est attirée sur les contraintes apportées par la situation des travaux dans un site hospitalier occupé.

8.4.4 - Nettoyage de chantier

Pendant son intervention, le Titulaire est tenu d'assurer le nettoyage quotidien et hebdomadaire du chantier à ses frais.

Chaque entreprise est responsable de l'enlèvement quotidien de ses propres gravois. En cas de non-respect de cette règle, le maître de l'ouvrage demandera à l'entreprise en charge du nettoyage de chantier d'effectuer cet enlèvement au frais de l'entreprise défaillante.

8.4.5 - Obligations diverses des entrepreneurs de chaque corps d'état

Le C.C.T.P. précise, s'il y a lieu, les emplacements mis gratuitement à la disposition des entrepreneurs et les mesures qui devront être prises pour leur remise en état en fin de chantier.

En cas d'exercice d'un droit d'occupation temporaire, l'entrepreneur doit pouvoir justifier de l'accomplissement des obligations qui lui incombent de ce fait.

L'entrepreneur ne peut, sans autorisation écrite du propriétaire, exercer ses droits à des fins autres que celles de l'exécution des travaux en vue desquels l'autorisation a été accordée.

Au cours de l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit, à ses frais, garantir ses matériaux et ouvrages des dégradations et avaries qu'ils pourraient éprouver.

En cas de perte ou de vol de matériaux, matériels, outillages, ouvrage ou partie d'ouvrage, les frais résultants des remplacements et remise en état incombent aux entrepreneurs des corps d'état correspondants, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du Maître d'Ouvrage.

8.4.6 - Mesures concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs

Le chantier est soumis à la mise en place d'un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS).

Il primera sur toutes pièces du dossier marché en matière de sécurité et protection de la santé sur le chantier.

L'entrepreneur qui recourt à un ou plusieurs sous-traitants doit remettre, à ceux-ci, un exemplaire du PGCSPS.

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent à l'entreprise en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « Coordonnateur SPS ».

B) Autorité du Coordonnateur S.P.S. (sans objet)

Le Coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage sans délai, et par tous moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité et la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que les chutes en hauteur, ensevelissement), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie d'une tâche ou d'un poste de travail.

C) Moyens données au Coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du Coordonnateur SPS

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du Titulaire :

L'entreprise communique directement au Coordonnateur SPS :

- le PPSPS ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 20 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelques soit leur rang ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident de travail.

Le Titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le Coordonnateur S.P.S. et les intervenants et elle informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'elle organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;

- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le Titulaire donne suite, durant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations, ou mesures préconisées en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre l'entreprise et le coordonnateur S.P.S. est soumis au Maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S, l'entreprise vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

8.5 - Autorisations

A l'exception du permis de construire et par dérogation à l'article 31.3 du C.C.A.G./Travaux c'est le Titulaire qui fera son affaire des démarches nécessaires à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet de son marché.

Le Titulaire fait son affaire auprès de ses administrations et services compétents de toutes démarches, autorisations, enquêtes et autres interventions ayant trait au chantier.

8.6 - Réunions

8.6.1 - Réunions de chantier « Maîtrise d'Œuvre »

Elles ont lieu une fois par semaine, aux jours et heures fixés, dans le bureau aménagé à cet effet sur le chantier. Elles sont précédées d'un pointage de l'avancement du planning.

Le Titulaire est tenu d'y assister, personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision, pendant la ou les périodes de ses interventions sur le chantier ainsi que chaque fois qu'il y a été spécialement convoqué.

En cas d'entreprises groupées le mandataire représente le groupement.

Les entreprises cotraitantes sont représentées dans le cadre du marché, si nécessaire, sur convocation de la maîtrise d'œuvre. Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée au 4.3.n, ci-avant, et mention de cette absence est portée au procès-verbal de réunion.

Ces réunions de chantier devront notamment permettre de faire le point sur l'avancement des travaux, des résultats acquis en cours de réunions d'études et des problèmes à porter à la connaissance des différentes entreprises, maître d'ouvrage, maître d'œuvre et bureau de contrôle technique.

A chaque réunion de chantier, il sera établi par la maîtrise d'œuvre, pour chaque réunion les concernant, un procès-verbal sur lequel seront consignés, en outre, l'accord général des parties sur le procès-verbal précédant les observations résultant des réunions d'études et de coordination ainsi que des visites de chantier, ainsi que l'état général d'avancement des études et des travaux par rapport au calendrier des études et travaux. Ce document aura toute valeur en cas de contestation ou de litige sur les engagements pris et les remarques formulées.

8.6.2 - Réunions OPC (sans objet)

Les réunions de coordination interentreprises sont distinctes de celles de chantier. Elles sont organisées par l'OPC qui en dresse les comptes-rendus. Ce document aura toute valeur en cas de contestations ou de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

8.6.3 - Réunions d'études

Les réunions d'études ont lieu à l'initiative du maître d'œuvre sous l'organisation de la Maîtrise d'Œuvre, aux jours et heures fixés préalablement au début du chantier.

L'entrepreneur convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision. Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée à l'article 4.3.n ci-avant.

Ces réunions devront favoriser la coordination des études qui conditionnent l'élaboration des plans d'exécution et de synthèse, la coordination que nécessite l'enchaînement des différentes tâches, la mise à jour du calendrier détaillé d'exécution. Un procès-verbal de réunion sera établi et diffusé.

8.6.4 - Visites de chantier

Elles ont lieu à l'initiative de la maîtrise d'œuvre aux jours et heures fixés et suivent généralement les réunions de chantier. Le Titulaire convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision. La maîtrise d'œuvre se réserve la possibilité d'exiger et d'obtenir la présence d'un représentant qualifié d'un co-traitant ou sous-traitant spécifique. Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée à l'article 4.3.n. Ces visites ont pour but la vérification des matériaux et de leur mise en œuvre, l'inspection des ouvrages et installations, la constatation de l'avancement des travaux, l'étude sur place de tous les problèmes qui se posent. Les observations constatées au cours de ces visites seront jointes au compte-rendu de la réunion de chantier, suivant la visite.

8.7 - Constat d'huissier (sans objet)

L'entrepreneur fait dresser, à ses frais, un constat d'huissier contradictoire, en présence du maître d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, de l'état des constructions et des lieux avant et après le chantier.

8.8 - Recours - contraventions - Amende

Le Titulaire garantit le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre contre tous recours, contraventions, amendes qui pourraient s'exercer contre eux du fait de la non observations par le Titulaire des règles de sécurité, d'hygiène et de police.

8.8.1 - Identification des employés du Titulaire

Le Titulaire dote son personnel d'exécution d'un vêtement de travail adapté à sa fonction. Aucun salarié du prestataire ne peut être admis s'il n'est pas revêtu de sa tenue de travail, s'il n'est pas muni de l'insigne de la société ou s'il présente une tenue négligée.

Tout salarié présent sur site devra être en mesure de présenter sa carte BTP et sa carte d'identité (ou son attestation provisoire), sans délai, à toute demande du maître d'ouvrage ou de ses représentants. Il sera évincé du chantier en cas de non présentation.

8.9 - Dépenses communes - Convention inter-entreprises (sans objet)

8.9.1 - Dépenses communes

Tous les Titulaires des lots dans le cadre du présent marché seront tenus de participer aux dépenses communes de chantier. L'entrepreneur titulaire du lot le plus élevé sera chargé de la gestion du compte desdites dépenses communes. L'entrepreneur gestionnaire de compte de dépenses communes est chargé de faire l'avance desdites dépenses communes et indique à chaque entrepreneur sa quote-part. En cas de désaccord, le maître d'œuvre arbitre le différend. Il est précisé que le maître d'ouvrage ne prendra en charge aucune des dépenses communes et n'interviendra en aucun cas dans la gestion du compte prorata.

Les dépenses portées au dit compte des dépenses communes (compte-prorata) sont plafonnées à 2 % du montant des marchés HT figurant sur les actes d'engagement (voir I-C de l'annexe au CCAP).

Les dépenses communes de chantier sont notamment :

- Les dépenses visées au CCAG-travaux ;
- les dépenses résultant de l'article VIII.8.4.1 du présent C.C.A.P. ;

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	42/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

- les frais de réparation nécessités par les dégâts et dommages dont l'auteur serait resté inconnu et qui ne pourraient pas être couverts par les assurances obligatoires de l'entreprise ;
- les manutentions et enlèvements des gravois d'origine inconnue ;
- le panneau de chantier comportant les indications réglementaires (se référer au modèle du panneau de chantier, souhaité par la maîtrise d'ouvrage).
- Les frais de direction, de vérification des mémoires, d'établissement des tableaux de répartition des dépenses communes sont évalués à cinq pour cent (5 %) à du montant de ce compte

8.9.2 - Convention inter-entreprises (sans objet)

Elle pourra être passée entre les entreprises pendant la période de préparation du chantier. Cette convention précisant les modalités d'application du présent C.C.A.P., relatives au compte des dépenses communes et fixant les points non réglés dans ce document pourra notamment préciser l'opportunité, la forme et le coût de consommation d'électricité, d'eau, téléphone, nettoyages.

Elle ne saurait en aucun cas être en contradiction avec les dispositions du C.C.A.G./Travaux ou de tout autre document contractuel des marchés. Elle sera obligatoirement notifiée au Maître de l'Ouvrage. La ratification de la convention par les entreprises dont les marchés représentent au maximum 75 % du montant initial de l'ensemble des lots (déduction faite de ceux exclus du compte des dépenses communes) entraînera l'application de la convention à l'ensemble des entreprises participant à ce compte.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	43/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

ARTICLE IX - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1. Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou partie d'ouvrages, prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. et/ou par les C.C.T.P., sont assurés par et aux frais de l'entrepreneur par l'organisme indiqué aux C.C.T.P. Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Si les résultats obtenus ou escomptés ne sont pas positifs, les essais et contrôles complémentaires ou nouveaux imposés à l'entrepreneur sont entièrement à sa charge.

Dans l'hypothèse où il est demandé à l'entrepreneur des essais et/ou contrôles en sus de ceux définis par les C.C.T.P., il est prévu que :

- si ces essais et/ou contrôles sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés en dépenses contrôlées ;
- si ces essais et/ou contrôles sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Maître d'Ouvrage.

Dans les deux cas, si ces essais et/ou contrôles s'avèrent négatifs ou défectueux, ils seront mis à la charge de l'entrepreneur défaillant, ainsi que tous autres essais et/ou contrôles nécessaires pour conduire à un résultat positif.

Pour les installations et/ou parties d'installations qui y sont soumises, sont également à la charge des entrepreneurs les essais et vérifications de fonctionnement des installations définis au document COPREC n° 1 et la production des procès-verbaux correspondants, établis par les formes prescrites par le document COPREC n° 2.

9.2 - Réception

9.2.1 - Mise à disposition

Conformément à l'article 42 du C.C.A.G./Travaux, la prise de possession éventuelle des locaux par le maître de l'ouvrage avant l'achèvement complet de l'ensemble des travaux pour certaines parties d'ouvrages sera précédée de mise à dispositions prononcées via ordres de services, accompagnés d'un état des lieux.

9.2.2 - Généralités

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté

Pour la totalité des travaux objet du marché, par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G./Travaux :

- **la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux.**
Elle prend effet à la date de cet achèvement.

9.2.3 - Dispositions particulières

La réception ne peut être prononcée que sous réserves de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, définis aux C.C.T.P., lorsque :

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	44/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remises des ouvrages ;
- les épreuves ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines période de l'année ;
- sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

La réception des ouvrages sera prononcée, conformément à l'article 1792.6 du Code Civil et dans les conditions des articles 41 et 42 du C.C.A.G. en tenant compte des dispositions particulières suivantes :

- Le courrier de demande de réception de l'entrepreneur devra être accompagné du dossier des plans à jour à la fin des travaux y compris travaux supplémentaires éventuels, des fiches d'essais et des résultats exhaustifs des autocontrôles ou réglages auxquels l'entreprise doit avoir procédé pour proposer ses ouvrages aux visites préalables à la réception.

En dérogation à l'article 41.6 du C.C.A.G., l'entrepreneur dispose d'un délai de un mois au maximum pour remédier aux imperfections et malfaçons indiquées dans le procès-verbal et appelées « réserves ».

Passé ce délai, le maître d'ouvrage pourra faire exécuter ces travaux aux frais et risques et périls de l'entrepreneur défaillant, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

Indépendamment des mesures coercitives prévues, le Maître d'Ouvrage appliquera les pénalités de retard prévues ci-avant, si les dates, ci-dessus, ne sont pas respectées.

9.2.4 - Levée de réserves

Le délai fixé à l'entrepreneur pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties à la réception et/ou constatées pendant le délai de garantie, est notifié par ordre de service ou dans la décision de réception du Pouvoir Adjudicateur.

9.3. Documents fournis après exécution

Les D.O.E. (Dossier des Ouvrages Exécutés) sont fournis pour la réception.

En complément des stipulation de l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux, il est précisé que les notices de fonctionnement et d'entretien doivent être rédigées en langue française et être strictement conformes au matériel posé :

L'entrepreneur soumettra, avant l'achèvement des travaux, à la maîtrise d'œuvre, pour accord, la liste prévisionnelle des documents composant le DOE.

Les DOE comportent outre les plans, notes de calculs, schémas, procès-verbaux de toute nature, certificats attestant la conformité aux normes des équipements et installations, tous dossiers techniques et également un dossier administratif constitué des attestations d'assurance, des agréments de sous-traitance, du listing exhaustif des matériaux et matériels mis en place.

- La maîtrise d'œuvre doit faire parvenir à la maîtrise d'ouvrage pour approbation un dossier DOE provisoire.
- **Les notices de fonctionnement sont composées de :**
 - . la documentation générale permettant au personnel utilisateur d'assurer en toutes circonstances et dans les meilleures conditions l'utilisation du matériel.
 - . le manuel d'utilisation.
 - . Le manuel de maintenance (informations concernant les opérations d'entretien et de remise en état de matériel, périodicité des opérations de contrôle et d'entretien avec leurs modes

opératoires, systèmes de recherche méthodique des défauts en fonction des anomalies constatées, instruction de démontage, remontage, réglages, etc.).

- . le manuel de composition (nomenclature des pièces constituant le matériel permettant de les identifier pour leur remplacement avec indication des distributeurs de pièces détachées).
- . Les guides et schémas de raccordement avec repérage normalisés.
- . Les procédures d'urgence et de marche dégradée des installations en pilotage manuel.

Les plans et autres documents conformes à l'exécution sont constitués à partir des plans d'exécution et de synthèse mis à jour et certifiés conformes à l'exécution. Ils seront remis en deux exemplaires au maître d'œuvre (dont un exemplaire reproductible sur calque). La remise des documents, objets du présent article, libère la tâche valorisée correspondante.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues à l'article 4.3.2 ci-avant.

9.4. Mise au courant et formation du personnel exploitant

Les entrepreneurs sont tenus d'assurer la formation et l'information du personnel qui sera chargé, d'une part, de l'exploitation, d'autre part, de l'entretien du matériel neuf.

Ils indiquent la liste du personnel, par poste, nécessaire au bon fonctionnement des installations, en précisant les qualifications requises. Ce personnel est mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage.

Pour ces prestations, le personnel sera réputé avoir les qualifications professionnelles requises. Il appartient aux entrepreneurs de s'assurer que le personnel a bien acquis les connaissances nécessaires et de faire-part éventuellement au maître de l'ouvrage de leur appréciation s'ils estiment insuffisante la qualification du personnel qu'ils auraient instruit.

Au moment de la prise de possession des matériels et installations par le maître de l'ouvrage, les entrepreneurs mettent à sa disposition le personnel nécessaire pour fournir les explications utiles au fonctionnement et à l'utilisation de ces installations et ce, jusqu'à entière satisfaction du maître de l'Ouvrage.

A ce titre, ils doivent notamment :

- informer le personnel utilisateur, des possibilités des matériels et de leurs modes de fonctionnement ;
- présenter, en s'appuyant sur les documentations techniques, les principaux organes de fonctionnement ;
- indiquer au personnel d'entretien toutes les opérations courantes d'entretien et les principales pannes possibles.

Cette prestation formation du personnel est assurée par l'intermédiaire de personnel capable, non seulement de mettre les équipements en état de fonctionnement, mais aussi de concourir à une démonstration sur place des bons résultats pouvant être atteints par les équipements concernés.

Les modalités des obligations, objet du présent article, sont définies en temps voulu par le Maître de l'Ouvrage en accord avec le Maître d'Œuvre. Elles peuvent intervenir pendant la période des essais et/ou pendant la période de garantie.

9.5 - Délai de garantie

Les périodes de garantie prévues au Code Civil ont pour point de départ la date de prise d'effet de la réception.

Elles courent depuis cette date, pendant :

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	46/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

1/ **DIX ANS** : durée de présomption de responsabilité qui pèse sur les constructeurs de l'ouvrage pour les dommages :

- Qui portent atteintes à la solidité de l'ouvrage.
- Qui affectent l'un de ses éléments constitutifs et rendent l'ouvrage impropre à sa destination.
- Qui affectent la solidité des éléments d'équipements d'un bâtiment que ces équipements font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

2/ **UN AN** (sauf disposition aggravante au C.C.T.P.) : au titre de la garantie de parfait achèvement à laquelle tous les entrepreneurs sont tenus et qui s'entend à la réparation de tous les désordres signalés par le Maître d'Ouvrage :

- soit au moyen des réserves mentionnées au procès-verbal de réception ;
- soit par voie de notification écrite par ceux révélés postérieurement à la réception.

9.6 - Assurances

9.6.1 - Généralités

Chaque entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché, doivent justifier qu'ils sont titulaires des assurances en état de validité énumérées ci-après. Chaque entrepreneur sera tenu de présenter les attestations des compagnies d'assurances solvables auprès desquelles auront été souscrites les différentes polices. Cette attestation devra préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant des franchises et elle devra faire état d'une reconnaissance de l'entrepreneur à l'assureur du droit à notifier au Maître de l'Ouvrage tous frais de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurances.

Cette attestation devra être émise par la direction de la compagnie d'assurances et non par le courtier ou l'agent. La non présentation des certificats d'assurances conformes, y compris décennale est une clause de résiliation du marché. Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'imposer à l'entreprise, en fonction de l'absence ou de l'insuffisance de sa garantie, toute couverture qui lui semblerait nécessaire, en nature de garantie ou en montant de couverture.

9.6.2 – Responsabilité civile

Chaque entrepreneur intervenant dans l'opération doit être titulaire d'une police personnelle de Responsabilité Civile, couvrant les dommages de toutes natures garantissant sa responsabilité en cas d'accident ou de dommages causés au tiers par la conduite des travaux ou leur modalité d'exécution. La ou les polices devront couvrir les responsabilités de tous les intervenants, que ce soit pendant la durée des travaux, mais également après réception des travaux, du fait de tout événement engageant leur responsabilité civile sur le fondement des articles 1240 à 1242 du Code Civil. Cette ou ces polices d'assurances de Responsabilité Civile devront comporter une garantie suffisante et en rapport avec l'opération et les travaux du lot concerné. Le Maître d'Ouvrage se réserve d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de Responsabilité Civile par catégorie de risque si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

En outre et en complément de l'article 35 du CCAG, l'entreprise assurera sous sa responsabilité pleine et entière la protection des ouvrages existants voisins (bâties, voirie, terrain, clôture, etc.) et devra être titulaire d'une assurance spéciale, couvrant les risques aux existants et garantissant le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre contre tous recours des voisins. Cette responsabilité valant renonciation à tout recours contre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Par ailleurs, l'entreprise devra réparer à ses frais, toutes dégradations de son fait, causées aux ouvrages de la voie publique ainsi qu'aux propriétés voisines (y compris celles de l'hôpital), affectées par les travaux.

9.6.3 - Assurance de Responsabilité Décennale

Tous responsables au titre de l'article 1792 et 1792-1 du code civil doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une police d'assurance obligatoire de Responsabilité Décennale selon les modalités applicables au jour de la signature du marché et comportant la garantie de tous les risques définis par les articles 1792, 1792.2, 1792.3 et 1792.4 du code civil, ainsi les clauses prévues tant par la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, que par ses décrets et arrêtés d'application (notamment les risques découlant pour le traitant principal de la défaillance éventuelle d'un sous-traitant).

Cette police devra prévoir une garantie à concurrence minimum de la valeur de l'ouvrage, sauf dérogation acceptée expressément par le Maître d'Ouvrage. Dans ce dernier cas, le capital garanti accepté devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux, le Maître d'Ouvrage se réservant la possibilité de souscrire une police décennale complémentaire pour élever le montant des garanties des entreprises et à leur frais.

Les intervenants devront être couverts pour les dommages engageant la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables du bâtiment sur le fondement de l'article 1792-3 du Code Civil ou des principes dont cet article s'inspire, des dommages éventuels découlant après réception des travaux neufs et des dommages immatériels consécutifs à ces dommages.

De plus, la garantie devra couvrir également la réparation des dommages à l'ouvrage en cours de travaux, découlant d'un effondrement, y compris les frais de déblais.

Si le Titulaire n'est pas titulaire d'une qualification délivrée par un organisme de qualification, l'attestation fournie pour la police Responsabilité Décennale devra préciser la nature des activités garanties.

Les entreprises ne relevant pas d'un syndicat affilié à la Fédération Nationale du Bâtiment devront fournir des attestations d'assurances obligatoires de responsabilité correspondant à la profession et garantissant leurs responsabilités qui pourraient découler des articles 1792 et suivants du code civil. Le traitant principal sera directement responsable de l'application de cette clause et encourra les sanctions mentionnées au C.C.A.G./travaux.

En cas de sous-traitance, la garantie des assureurs des sous-traitants devra être accordée en capitalisation pour les dommages, ci-dessus, définis engageant la responsabilité des constructeurs.

En tant que de besoin, l'entrepreneur fait son affaire de toutes assurances complémentaires rendues nécessaires pour la réalisation des ouvrages des bâtiments précités.

9.6.4 – Qualité professionnelle

L'entrepreneur devra produire à la demande du maître de l'ouvrage et/ou du maître d'œuvre, la copie conforme du certificat valable pour l'année en cours, attestant la qualification QUALIBAT, QUALIFELEC, etc.) de la société pour laquelle il intervient. Dans le cas, où l'entreprise ne posséderait pas la qualification correspondant aux travaux faisant l'objet de son marché, l'entrepreneur devra apporter la preuve, avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit à ses frais une assurance complémentaire propre à couvrir les risques inhérents aux travaux envisagés (comme indiqué ci-dessus) sous peine de résiliation de plein droit de son marché et de sa mise en régie à ses torts exclusifs. Les mêmes dispositions sont valables pour les sous-traitants.

9.6.5– Garantie des dommages aux biens de l'entrepreneur et à ses ouvrages

L'entrepreneur est tenu de souscrire à ses frais toute assurance nécessaire pour garantir les vols, dégradations, pertes, destructions, et dommages de toute nature survenant à ses matériels, stockés sur le

chantier ou déjà mis en œuvre, engins de chantier et installations de tous ordres qui lui sont nécessaires pour la réalisation des marchés.

Il doit, à défaut d'assurance, Tous Risques Chantier souscrire par le Maître d'Ouvrage, garantir ses ouvrages au minimum du fait d'incendie, foudre, explosion, effondrement en cours de travaux.

Il est rappelé aussi que les approvisionnements sur chantier, en usine ou atelier qu'un entrepreneur veut porter dans un décompte, doivent être couverts pour leur valeur totale par une assurance spécifique.

Si une partie des locaux est mise à la disposition du Maître d'Ouvrage ou occupée par lui avant la réception telle que définie ci-avant, (par exemple pour réalisation de travaux d'aménagement ou d'équipement par d'autres corps d'état), la garantie du contrat s'exercera jusqu'à la date de l'ensemble des travaux.

En tout état de cause, les garanties de la présente police ne sauraient s'appliquer à des locaux ou parties d'ouvrages mis en exploitation professionnelle par le Maître d'Ouvrage qui y ferait exécuter les activités auxquelles ils sont destinés.

L'entreprise devra fournir au Maître d'Ouvrage la police d'assurance en couverture des risques cités ci-dessus.

9.6.6 – Attestation d'assurance

Les attestations d'assurance devront être :

- jointes à l'offre ;
- adressées à tout moment de l'exécution de l'ouvrage : faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs.

Les attestations produites devront être datées de moins de trois (3) mois et émaner de la compagnie d'assurance elle-même. Elles doivent comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes.

Ces attestations devront préciser, outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risque, le montant des franchises et elle devra faire état d'une reconnaissance de l'entrepreneur à l'assureur du droit à notifier au maître d'ouvrage et au Maître d'Œuvre, tous faits de nature à provoquer la suspension ou la réalisation des garanties de cette police d'assurance.

L'attestation d'assurance de Responsabilité Décennale devra être valable à la date de la DROC.

L'attestation d'assurance de Responsabilité Civile devra être valable pendant toute la durée des travaux.

Les attestations d'assurance de ses co-traitants et sous-traitants seront produites par l'entrepreneur titulaire à l'appui de toute demande d'agrément par le maître d'ouvrage, et l'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance en vigueur de ses co-traitants et sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur devra prévenir le maître d'ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications ou ses polices d'assurances.

Tout règlement pourra être différé si l'entrepreneur ne fournit pas les justifications demandées.

Le règlement du solde est soumis à la présentation des certificats d'assurance conformes.

9.6.7 - Absence ou insuffisance de garantie

Toute surprime appliquée par l'assureur Dommage Ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance d'un intervenant ou d'un fabricant, du fait d'une absence de qualification professionnelle reconnue, ou du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause, est automatiquement mise à la charge de l'entrepreneur, lequel s'engage à la régler au Maître d'Ouvrage dès que la notification lui est faite par ce dernier.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties des intervenants, si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus élevée ou plus étendue.

La souscription des contrats d'assurance par le Maître d'Ouvrage, ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de leurs cocontractants et des

tiers. Ils restent tenus de garantir le Maître d'Ouvrage de toute recherche en responsabilité ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

L'entreprise et ses assureurs renoncent à tout recours qu'ils pourraient envisager d'exercer contre le souscripteur de l'assurance pour compte ou contre toute personne mandatée pour la mise en place des contrats, en cas de refus, d'échéance ou limitation de garantie pouvant être opposées par la compagnie d'assurance, dans le cadre de l'instruction ou d'un règlement d'un sinistre.

9.6.8 - Garantie des ouvrages civils

Les intervenants devront couvrir la responsabilité décennale qu'ils peuvent encourir en raison des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code Civil.

Le montant de la garantie de responsabilité décennale devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux.

9.6.9- Police "Incendie, explosion" de l'ouvrage en construction (sans objet)

L'opération doit faire l'objet d'une police obligatoire « incendie, explosion » souscrite par le Titulaire du lot 2. Cette police doit garantir les risques d'explosion et d'incendie pouvant survenir sur l'ouvrage et les approvisionnements des entrepreneurs sur le chantier pendant la durée des travaux et ce, jusqu'à la date de réception de ces derniers. Cette police devra être soumise à l'approbation du Maître de l'Ouvrage. Le Maître d'Ouvrage devra être défini comme l'un des assurés dans cette police.

9.6.10 - Durée du contrat et Dispositions diverses

Durée du contrat :

Les garanties s'exercent jusqu'aux termes légaux sous réserve d'éventuelles prolongations contractuelles notifiées par la Personne Responsable du Marché.

Si une des parties des locaux est réceptionné partiellement ou mise à disposition du Maître de l'Ouvrage, comme défini ci-avant, la garantie du présent contrat s'exercera jusqu'à la date de réception de l'ensemble des travaux.

Toutefois, dans le cas d'une telle occupation anticipée du Maître de l'Ouvrage, cette garantie ne sera acquise au Maître de l'Ouvrage qu'après la déclaration préalable qu'il s'oblige à en faire aux assureurs à qui il devra préciser les dispositions contractuelles qu'il aura prises à cet effet avec les entrepreneurs ainsi que les modifications qui pourraient être apportées au risque du fait de l'occupation (notamment le stockage de matériel, fonctionnement, activités).

Si la déclaration d'occupation anticipée de parties d'ouvrages par le Maître de l'Ouvrage fait apparaître une aggravation du risque, une surprime éventuelle pourra être appliquée d'un commun accord entre le souscripteur et les assureurs.

En tout état de cause, les garanties de la présente police ne sauraient s'appliquer à des locaux ou parties d'ouvrages mis en exploitation professionnelle par le Maître de l'Ouvrage qui y ferait exécuter les activités auxquelles ils sont destinés.

Dispositions diverses :

La police devra comporter une clause par laquelle les assureurs s'obligent en cas de survenance d'un sinistre, à régler aux assurés la totalité de l'indemnité définie par l'expertise.

Ils doivent faire leur affaire personnelle, dans l'hypothèse où certains entrepreneurs seraient titulaires d'une police pré-existante couvrant l'incendie ou l'explosion de leurs ouvrages et/ou approvisionnements, du remboursement partiel des indemnités versées par eux et ce au moyen de tous recours ou subrogations qui leur sont juridiquement possibles.

AP-HP	HOPITAL MARIN DE HENDAYE / Cellule marchés publics / Consultation n° TRAHEND2502/ MAPA / MARS 2025	50/51
CCAP	Marché Public de Travaux alloti / Opération « Réhabilitation partielle R+1 du Bâtiment LAGARDE - LOGEMENTS »	

Répartition de la prime d'assurance :

Le montant de la prime d'assurance sera réparti par le moyen du comptes des dépenses communes

9.6.11 - Assurances des approvisionnements

Il est rappelé que les approvisionnements sur chantier en usine ou atelier qu'un entrepreneur veut porter dans un décompte, doivent être couverts pour leur valeur totale par une assurance garantissant les approvisionnements contre tous les risques (entre autres vols, incendies, dégradations, etc.).

L'entrepreneur devra fournir au maître de l'ouvrage la police d'assurance en couverture des risques cités ci-dessus.

ARTICLE X – RESILIATION

10.1 - Résiliation

Les dispositions prévues par le C.C.A.G./Travaux (article 50) s'appliquent. Toutefois, le délai de six mois suivant la notification du marché, fixé à l'article 50.2.1 du C.C.A.G./travaux est, par dérogation, augmenté de la durée de la période prévue au calendrier détaillé d'exécution des travaux entre la date fixée pour le commencement du chantier et le début des travaux du lot considéré.

ARTICLE XI - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge :

Par son article	A l'article du CCAG	Objet
2	4.1	Pièces constitutives du marché
3.3.1	31.3	Autorisations administratives
3.3.1	34.1	Dégradations causées aux voies publiques
3.3.3.2	14.2.2	Augmentation du montant des travaux Changement de besoins
3.3.3.2	14.3	Augmentation limite des travaux
3.3.3.2	15.1	Diminution limite des travaux
3.3.4.6	12	Décompte final – modalités de règlement de compte
4.2	19.2.3	Pénalités pour retard
4.2.1	19.2.3	Pénalités pour retard
4.1.3	18.2.1	Prolongation des délais d'exécution
4.2.1	19.2.1	Exonération des pénalités
4.3.2	40	Documents fournis après l'exécution
4.4	19.2.1	Cumul des pénalités
6.3.3	38	Essais et vérification des matériaux et produits
8.5	31.3	Autorisations administratives
9.2.2.	41.1 à 41.3	Réception
9.2.3	41.6	Dispositions particulières - Réception
10.1	50.2.1	Résiliation